



TOUS ENSEMBLE... POUR QUE L'INRA NE DISPARAISSE PAS DANS LA TOURMENTE EN 2009 !

Syndicat National CGT-Inra : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'École Tél. : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50
Mail : cgt@inra.fr Site internet : <http://www.inra.cgt.fr/> - Document réalisé le 15/01/2009

La CGT présente à tous les personnels ses meilleurs vœux et en particulier du succès dans nos luttes pour maintenir un service public de recherche vivant et faire que l'EPST INRA reste et reste au service de tous...

29 JANVIER 2009 : JOURNÉE D'ACTION INTERPROFESSIONNELLE TOUS EN GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS.

Le syndicat CGT-INRA, partageant l'appel lancé par toutes* les organisations syndicales des services publics pour la journée du 29 janvier, invite l'ensemble des agents de l'INRA, quelle que soit leur position administrative, quelles que soient les missions qu'ils remplissent et quel que soit le corps ou le niveau d'appartenance, à faire grève et à participer aux manifestations intersyndicales organisées dans toutes les villes où l'INRA est implanté.

Les objectifs sont d'exiger du gouvernement et du Président de la République :

1. l'arrêt de leur politique de suppressions des emplois publics,
2. la mise en place d'un moratoire pour celles inscrites au budget 2009,
3. des négociations salariales en vue d'augmenter la valeur du point Fonction Publique,
4. la réévaluation de l'ensemble de la grille indiciaire,
5. le retrait des décisions de fermetures des services publics de proximité,
6. l'amélioration des conditions de travail des agents des trois Fonctions Publiques,
7. la mise à disposition des moyens financiers nécessaires pour assurer des services publics au plus près des besoins de la population.

Ces revendications vont à l'encontre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), que le Président de la République pilote, que le gouvernement adapte aux différents secteurs et les directions des services et organismes publics nationaux sont chargées de mettre en œuvre.

Seule la mobilisation de tous et la participation massive aux actions proposées sont à même de les faire reculer.

Aux objectifs interprofessionnels, le syndicat CGT-INRA souhaite adjoindre la défense de l'intégrité de l'Institut National de Recherche Agronomique gravement menacée par la politique de Valérie Pécresse et le projet de Consortium – EPCS porté par la Direction Générale.

Dans la lettre de mission que les ministres de tutelle de l'INRA ont adressée à la Direction Générale le 8 décembre 2008, quatre objectifs lui sont assignés : l'excellence de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée, l'adaptation des programmes de recherche aux priorités définies par le Grenelle de l'Environnement, l'appui aux politiques publiques de soutien de l'innovation au profit du monde agricole, et le développement de l'action internationale.

Rien dans les missions de l'INRA évoquées ci-dessus, qui sur le fond n'évoluent guère, n'induit que des changements significatifs (sous-entendu la mise en place du consortium EPCS appelé par Madame Guillou dans sa lettre de vœux) seraient absolument nécessaires pour les accomplir ! Madame Guillou à défaut de convaincre et d'obtenir un consensus sur ce consortium utilise la méthode Coué et fait comme si le consortium était acquis...

* CGT – CFDT – SUD – CFTC – CGC – UNSA – FSU - FO
EPST : Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique
EPCS : Établissement Public de Coopération Scientifique
AERES : Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur
ANR : Agence Nationale de la Recherche

Il ne l'est pas, chacun peut le constater tous les jours et a pu le voir dans les Assemblées des Présidents de centres. N'est-ce pas justement parce que les personnels, comme la plupart de la hiérarchie intermédiaire, redoutent les conséquences de ce bouleversement que la Direction Générale enclenche une nouvelle tournée des centres ? La CGT-INRA, avec les autres syndicats bien sûr, reste quant à elle convaincue que ce consortium est un mauvais sort fait à l'INRA, et maintient son exigence de le voir retiré.

En effet, et nous tenons à le souligner, dans toutes ses publications et dans ses nombreuses déclarations, la Direction Générale **n'a jamais démontré** que placer l'INRA sous la **coupe** d'une superstructure préférentiellement orientée vers l'application des acquis de la recherche, était de nature à permettre à l'INRA de mieux remplir ces missions ; elle a **postulé** que cette restructuration était indispensable.

Comment la Direction Générale peut-elle convaincre que tout va aller pour le mieux dans le meilleur des INRA possibles en même temps que **sont annoncés les budgets des unités, avec des réductions de moyens pour nombre d'entre elles** ? Qui plus est, pour la première fois, la « culture de la performance » chère à N. Sarkozy est mise en œuvre pour l'attribution des crédits dans un certain nombre de départements, avec des attribution des parts chercheurs en fonction de la « rentabilité » présumée des équipes, avec des sanctions - diminution de crédits pour les collègues qui ont fait l'objet d'alerte suite aux évaluations ! Comme si la politique du bâton pouvait aider les collègues en difficulté ! Qui pilote ces évaluations sinon la direction et ses mandants ? Quel contrôle démocratique avons-nous sur elles : aucun ! En toile de fond l'omnipotence de l'ANR n'arrange rien à la cohérence de la direction des orientations INRA : ses crédits deviennent indispensables au fonctionnement des labos, les pilotant ainsi en « sous-main » et, comme si ce pilotage ne suffisait pas à nous mettre sur les « bonnes voies », celle de la compétitivité et de l'économie marchande, le consortium, ne peut que constituer une couche supplémentaire de bureaucratie et de dirigisme....

Là-dessus se greffe en 2009, nous dit Marion Guillou dans ses vœux, l'évaluation de l'INRA par l'AERES... Cette AERES est un outil totalement conçu et manœuvré par le Ministère de la Recherche. Il n'a aucune indépendance de réflexion hors des directives de Mme Péresse, voire parfois celles du premier ministre ou même celles du Président lui-même (Cf. les décisions sur l'INSERM ou les péripéties autour du dossier des « sciences du vivant »). On peut donc parier à l'avance que les conclusions de cette évaluation rejoindront les consignes de la lettre de mission des Ministres à Mme Guillou : il faut développer l'EPCS... parce que la faim dans le monde... parce que le Grenelle de l'environnement... parce que le lien entre recherche et enseignement... **Parce que en réalité : il faut démantibuler les EPST et la Recherche publique, les noyer dans un consortium** pour ce qui nous concerne, ou les couper en petits morceaux pour ce qui concerne CNRS ou INSERM... Car le fait d'avoir des EPST et une recherche publique reste un bouclier contre la sauvagerie des lois du marché et une garantie (nécessaire même si elle n'est pas suffisante) de maintien au service du public.

Imaginons ce que pourrait être l'attribution des parts « chercheur » et des embauches dans un consortium où l'INRA aura perdu la maîtrise de son budget et de ses emplois.

Le syndicat CGT-INRA appelle tous les agents à utiliser aussi la journée de mobilisation interprofessionnelle du 29 janvier pour envoyer un clair message de défiance à la Direction Générale et aux Ministres de tutelle, leur demandant de retirer ce projet de consortium - EPCS et d'ouvrir un large débat pour définir comment l'INRA doit évoluer pour répondre aux besoins diversifiés de notre pays et aux enjeux de coopération internationale dans les domaines de l'agronomie, de l'alimentation, de la santé animale, de la sécurité sanitaire et de l'environnement.

Le 29 janvier, tous ensemble, public & privé manifestons notre refus de la politique antisociale du gouvernement particulièrement néfaste au service public supprimant des postes (46 à l'INRA et 900 dans toute la Recherche) et instaurant des salaires à la tête du client avec un système de prime au rendement et à la fonction en opposition radicale avec la notion même de service public au service de tous.

Tous en grève le 29 janvier, regroupons nous à l'appel de la totalité des confédérations syndicales, participons massivement aux manifestations, et à l'INRA, exigeons en outre le retrait du consortium EPCS, continuons à signer la pétition et à manifester notre opposition par des motions dans les différents conseils ou assemblées générales qui vont se réunir !

BONNE ANNÉE DE LUTTE À TOUS MAIS AUSSI BONNE ANNÉE POUR VOUS ET CEUX QUI VOUS SONT CHERS.